petit quevilly

vendredi 9 mai 2025

REVUE DE PRESSE

service communication

AGENDA

DEMAIN

Le Petit-Quevilly

Les petites histoires

Le thème du jour : la famille. Pour les 0-4 ans. Samedi 10 mai à 10 h 30 et à 11 h 30. Rendez-vous à la médiathèque municipale François-Truffaut. Gratuit sur inscription : 02 35 72 58 00.

Fête du vélo

Organisée par l'office municipale des sports. Parcours, randonnées VTT, animations, jeux. Découverte du patrimoine locale. Gratuit. Infos : petit-quevilly.fr. Samedi 10 mai de 9 h à 18 h, square Marcel-Paul.

Atelier les petits jeux "Imagine all..."

Vous aussi on vous dit souvent que vous êtes dans la lune. Tant mieux, cette séance est faite pour vous. Les jeux stimulant la créativité et l'imaginaire seront mis à l'honneur au cours de cette séance. Venez imaginer en famille ou entre amis.
Médiathèque municipale François-Truffaut, samedi 10 mai de 10 h 30 à 12 h. Infos : petit-quevilly.fr

Paris-Normandie

Samedi au Petit-Quevilly : tous en selle pour la Fête du vélo

Venez découvrir ou redécouvrir le vélo en cette journée « Tous en selle »

Du 1er au 31 mai, c'est le mois du vélo. Pour cette 5e édition, 16 communes participent et proposent de nombreuses animations. Le 10 mai au Petit-Quevilly, la journée commencera à 9h avec un parcours fléché sur route, longueur totale 50 kilomètres à parcourir. Deux randonnées en VTT seront proposées à la même heure, l'une sur 20 km et l'autre sur 30 km. L'ensemble de ces activités est encadré. Pour l'après-midi, place aux enfants avec de nombreuses animations de 14 h à 18 h : entre rallye découverte du vélo et des animations autour du BMX et du VTT, il y aura de quoi faire en cet après-midi du 10 mai.

Paris-Normandie

Football – National : à QRM, le spectre de la zone rouge est encore présent mais plus pour longtemps

Mathématiquement, Quevilly-Rouen Métropole a presque assuré son maintien. À Villefranche-Beaujolais ce vendredi 9 mai 2025, les Normands doivent au moins ramener un nul pour valider l'objectif et éviter la catastrophe.

Il n'existe ni mode d'emploi, ni tutoriel sur internet. La mission d'obtenir le maintien, un travail de longue haleine peuplé d'incertitudes, était celle de David Carré et ses hommes. Et la validation de cet objectif peut se faire ce vendredi 9 mai 2025, à Villefranche-sur-Saône.

Comptablement, c'est presque fait. La zone rouge se trouve à cinq mesures des Léopards. En deux matches, un nul suffirait pour se tirer d'affaire. Mais l'entraîneur quevillais tempère : « Je ne suis pas soulagé du tout. Le retour de Châteauroux reste possible, sans vouloir monter des scénarios catastrophes. » Châteauroux, premier relégable, reçoit Orléans (6e) et se déplacera à Boulogne-sur-Mer (3e) lors de la 32e et dernière journée. Pas facile.

« Mon rôle est de gérer le curseur »

À Auxerre, en tant qu'entraîneur adjoint, David Carré a déjà connu le maintien dans les ultimes journées. Aujourd'hui, comment procéder en tant qu'acteur principal ? « Mon rôle est de gérer le curseur. Ne pas mettre la pression, mais faire sentir que c'est important. » « Il nous transmet le positif, appuie Nama Diallo, l'un des hommes importants du onze quevillais. Il nous dit qu'il est conscient de la qualité qu'on a dans le groupe. » « Ce qui m'appartient, c'est d'ancrer du positif dans la tête de mes joueurs, poursuit le tacticien normand. Et il ne faut pas remonter si loin pour en trouver », en référence au derby contre le FC Rouen (2-1), gagné à 9 contre 11 le 18 avril dernier.

Car le problème tout au long de la saison a été l'irrégularité. Mentale et individuelle. Les Rouge et Jaune n'ont eu de cesse de changer de visage tout au long de la saison. Encore récemment, une semaine après la victoire pleine de rage contre le rival rouennais, les ouailles de David Carré s'effondraient contre Concarneau (5-1).

L'expérience au service du maintien

Alors il faut instaurer un climat de confiance, sans trop chouchouter les joueurs ni faire de la méthode Coué, mais presque. Car le positif attire le positif. « Il faut qu'on soit convaincu qu'on a les qualités pour le faire. Il ne faut pas rester avec le sentiment d'être bloqué après un événement qui est négatif sur le terrain. D'ailleurs, je ne sens pas mes joueurs empruntés par la pression. »

Et il faut aussi compter, sur le terrain, sur les joueurs qui ont déjà vécu une expérience similaire, pour prendre leurs responsabilités, accompagner les plus jeunes et être présents dans les moments durs d'une rencontre. « Tony Njiké, Jordan Leborgne et Nama Diallo ont déjà vécu ça », énumère Carré.

Il n'existe ni mode d'emploi, ni tutoriel sur internet. La mission d'obtenir le maintien, un travail de longue haleine peuplé d'incertitudes, était celle de David Carré et ses hommes. Et la validation de cet objectif peut se faire ce vendredi 9 mai 2025, à Villefranche-sur-Saône.

Comptablement, c'est presque fait. La zone rouge se trouve à cinq mesures des Léopards. En deux matches, un nul suffirait pour se tirer d'affaire. Mais l'entraîneur quevillais tempère : « Je ne suis pas soulagé du tout. Le retour de Châteauroux reste possible, sans vouloir monter des scénarios catastrophes. » Châteauroux, premier relégable, reçoit Orléans (6e) et se déplacera à Boulogne-sur-Mer (3e) lors de la 32e et dernière journée. Pas facile.

FC Villefranche-Beaujolais – Quevilly-Rouen Métropole, vendredi 9 mai 2025 à 19 h 30

Arbitre : M. Zolota.

Absences : Jarju, Tré (blessé), Pirringuel (reprise), Capron-Litique (choix).

QRM : Bonnevie – Owusu, Cissé, Dede L'Homme – N. Diallo, Njiké (cap.), Bouekou, Sylva – Leborgne – Y. Fortuné, Dali-Amar.

Remplaçants : Pionnier, Vandenbossche, Adekalom, Tshipamba, Soilihi.

Entraîneur : David Carré.

« Le maintien se joue sur le terrain comme en dehors »

Pas plus tard que la saison dernière, Nama Diallo participait à l'opération maintien du Nîmes Olympique. Le latéral gauche quevillais raconte : « Le maintien, ça se joue sur le terrain, mais aussi en dehors. C'est d'abord rassurer les jeunes sur la situation. Il y a des moments où, nous les joueurs d'expérience, devons être un peu plus présents. À la différence de mon expérience à Nîmes, où tout était déstructuré, on sent ici à QRM qu'on a le soutien de tout le monde dans le club. Cette semaine, on a eu un repas avec tous les salariés. C'est important aussi de savoir que l'avenir ne nous concerne pas seulement nous. Sachant qu'il y a le maintien au bout pour l'équipe qui l'emportera, nous nous attendons à un match difficile. On sait qu'on sera attendus là-bas. Maintenant, il va falloir répondre tout de suite à l'intensité. Mais on a assez travaillé cette semaine pour être prêts. »

France 3 Normandie

Retards de livraisons, usine neuve au ralenti : les bus électriques Ebusco vont-ils devenir un fiasco ?

Dans la métropole de Rouen, les livraisons de la nouvelle flotte de bus électriques patinent. Le constructeur néerlandais est en grande difficulté. Des élus veulent savoir quelles garanties a la métropole si la livraison des bus est annulée. Ils alertent aussi sur la situation de l'usine Ebusco ouverte à Cléon en 2024.

Des bus électriques neufs, moins lourds que leurs concurrents et plus économes en batterie. La commande de 95 bus Ebusco pour rouler sur le réseau Astuce (métropole de Rouen) a été saluée en 2022. La société néerlandaise cotée en bourse était leader européen lorsque le contrat a été signé après un appel d'offres. Tous les bus devaient être livrés d'ici 2026.

Le constructeur en difficulté

En ce mois de mai 2025, seule une douzaine de ces bus circule dans le secteur d'Elbeuf. Devant le retard de livraisons, en 2024, la métropole a dû acheter "en dépannage" une dizaine de bus Diesel d'occasion de la ville de Nice.

Fin avril, la société néerlandaise a annoncé des résultats financiers déficitaires avec une perte de 200 millions d'euros. Ebusco est confrontée à des annulations de contrats et des arrêts de production.

Quels "filets de sécurité" pour la métropole ?

La question des livraisons de bus électriques Ebusco prend un tour politique. Laurent Bonnaterre, maire (Horizons) de Caudebec-lès-Elbeuf et Marine Caron, conseillère municipale Horizons de Rouen, interpellent Nicolas Mayer-Rossignol, président socialiste de la métropole de Rouen.

12 millions d'euros d'avance ont été versés au constructeur néerlandais sur les 64 millions d'euros du contrat.

Nous souhaitons obtenir de votre part des réponses urgentes et exhaustives à propos des garanties financières [...] et des actions concrètes qui sont envisagées afin de sécuriser la livraison des bus commandés ou le cas échéant d'obtenir le remboursement, des avances et subventions versées.

Courrier adressé au président de la métropole de Rouen par Laurent Bonnaterre et Marine Caron

Dans la métropole de Rouen, les livraisons de bus électriques patinent. Le constructeur néerlandais Ebusco est en grande difficultés. Des élus veulent savoir quelles garanties a la métropole si la livraison des bus est annulée. Ils alertent aussi sur la situation de l'usine Ebusco ouverte à Cléon en 2024. Interview de Laurent Bonnaterre Responsable du groupe d'opposition à la Métropole Rouen Normandie •

L'usine de Cléon au ralenti

Laurent Bonnaterre, qui est responsable du groupe d'opposition à la Métropole Rouen Normandie, précise : *"Au début, nous avons voulu y croire, nous pensions que c'était une bonne nouvelle pour le territoire. On a soutenu ce pari industriel."*

En plus de la commande de 95 bus électriques, Ebusco avait choisi la Normandie pour ouvrir sa première usine en France, en mai 2024. Des subventions publiques ont été versées. Le maire de Caudebec-lès-Elbeuf constate :

Aujourd'hui, on a une quarantaine d'emplois, et surtout il n'y a pas de production de bus. Il y a des bus produits aux Pays-Bas ou en Chine qui sont mis en peinture à Cléon.

Laurent Bonnaterre, maire (Horizons) de Caudebec-lès-Elbeuf

Le site installé juste à côté de l'usine Renault prévoyait à terme plus de 300 emplois. La métropole de Rouen Normandie annonce un rendez-vous très prochainement avec la direction du constructeur néerlandais dans la tourmente.

Le Monde

Rentrée scolaire 2025 : la répartition des postes d'enseignant suscite des questions

Si des suppressions de postes ne sont pas prévues, de nombreuses classes vont fermer en septembre et les budgets des collèges et des lycées sont revus à la baisse. Les académies ont misé sur les postes de remplaçant, l'ouverture de places en lycée professionnel et les dispositifs d'inclusion scolaire.

Certains auraient presque des doutes : est-on vraiment sûr que le gouvernement a renoncé à supprimer 4 000 postes d'enseignant pour la rentrée 2025 ? Le premier ministre, François Bayrou, a annoncé, à la mi-janvier, avoir annulé cette mesure d'économie proposée dans le budget 2025 par son prédécesseur, Michel Barnier – accédant ainsi à une demande du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Mais sur le terrain, tout porte à croire que des postes ont bel et bien été supprimés. Et c'est d'ailleurs le cas dans le détail, puisque le premier degré perd 470 postes (rebasculés sur le second degré), pour tenir compte d'une baisse de 80 800 élèves de la maternelle au CM2.

Ainsi, environ 128 classes vont fermer dans le Rhône et dans le Pas-de-Calais, 119 en Seine-Saint-Denis, selon un décompte transmis par le syndicat majoritaire du premier degré, le SNUipp-FSU. Le rectorat de Paris a confirmé un solde de 141 classes fermées. Certes, les enfants sont moins nombreux, et l'éducation nationale y répond en assurant que le « taux d'encadrement » – le nombre d'enseignants par élèves – s'améliorera. Il atteindra 6,13 professeurs pour 100 élèves contre 6,05 à la rentrée 2024.

Une baisse démographique invisible

Derrière l'apparent « jeu à somme nulle », qui consiste à ne supprimer aucun emploi au total, de grands mouvements de bascule ont ainsi lieu, car l'éducation nationale assume des choix stratégiques. Dans le premier degré, la logique du renforcement à la fois des viviers de remplaçants – appelés « brigades de remplacement » pour l'école primaire – et de l'accompagnement des élèves en situation de handicap se fait durement sentir dans le total des fermetures. Ainsi, toujours selon le SNUipp-FSU, la rentrée 2025 sera marquée par un solde de 2 584 classes fermées (plus de 5 000 fermetures et 2 500 ouvertures).

Certes, reconnaissent les syndicats, le premier degré connaîtra la plus forte baisse démographique. *« Mais en réalité, 80 000 élèves en moins, cela fait une moyenne de 800 élèves par département*, calcule Guislaine David, cosecrétaire générale du SNUipp-FSU. *Si on considère qu'un département moyen compte 400 écoles, la baisse est de deux élèves par école. C'est ce que nous disent les enseignants : dans certains secteurs, ils ne voient pas la baisse démographique. »* Sur le terrain, les deux logiques se cumulent : les rectorats misent sur des postes « invisibles » (les remplaçants ou l'appui aux élèves en situation de handicap). Et ce sur la base d'une baisse démographique, elle aussi invisible.

Dans l'académie de Poitiers, les enseignants dénoncent une répartition qui revient, en pratique, à organiser la pénurie, avec 30 emplois en moins pour la rentrée 2025 dans les écoles primaires. *« Le rectorat veut améliorer les remplacements d'urgence, qu'on appelle les "brigades d'appui"*, souligne Sandrine Dumas, responsable syndicale à la CFDT-Education dans les Deux-Sèvres. *Malgré un dialogue de qualité, avec de l'écoute, ça ne peut pas marcher, puisqu'on ne fait que gérer les postes qu'il faut rendre. »* Dans cette même académie, le constat vaut pour le second degré. La responsable locale du SNES-FSU, Christelle Fontaine, insiste : *« La préparation de rentrée est devenue désespérante. On n'a plus de choix, plus d'initiative possible. »*

Des coupes jamais compensées

Pour le second degré, où l'on prévoit quelque 11 000 élèves en moins et 324 emplois en plus, le ministère explique avoir favorisé *« la création de nouvelles unités localisées pour l'inclusion scolaire, d'unités d'enseignement autisme et des pôles d'appui à la scolarité »*, mais aussi la mise en œuvre du « choc des savoirs », ce dispositif pour le collège voulu par Gabriel Attal, qui implique plus de postes dévolus à *« l'accompagnement des élèves les plus fragiles »* en 4e et en 3e.

Des coupes dans les postes distribués se font donc durement sentir pour les lycées. *« Les postes basculent un peu des lycées généraux vers les collèges, où la mise en place du "choc des savoirs" mange des moyens »*, rappelle Sophie Vénétitay, du SNES-FSU. *« Mais aussi et surtout*, ajoute-t-elle, *le ministère a décidé d'ouvrir des places en filière professionnelle et de reconstituer les viviers de remplaçants »*, premiers ciblés lors des coupes budgétaires opérées dans les années 2000, notamment sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Par exemple, dans l'académie de Clermont-Ferrand, le SNES-FSU a recensé 33 « équivalents temps plein » supprimés en collège, 22 en lycée général et technologique, mais 42,5 emplois de remplaçants supplémentaires. *« En soi, quand on voit l'état du remplacement, ce n'est pas délirant*, conclut Sophie Vénétitay. *Mais avec une enveloppe restreinte, si vous mettez tout sur le remplacement, cela se voit. »* Ces répartitions se font dans un contexte où les coupes budgétaires des années 2000 n'ont, en réalité, jamais été compensées : dans le secondaire, les effectifs de 45 000 enseignants remplaçants en 2006 ont fondu à un peu plus de 20 000, dont seuls 9 000 sont encore des titulaires.

Autre exemple, l'académie de Rennes devra fonctionner en 2025-2026 avec 46 emplois supprimés dans le second degré, pour une baisse démographique de − 0,8 % dans les collèges et les lycées. *« Mais ces suppressions s'ajoutent aux 80 postes supprimés l'année dernière* [en 2024] *»*, rappelle Mathieu Maheo, le représentant du SNES-FSU dans l'académie

bretonne. Le syndicat a calculé que pour retrouver les taux d'encadrement *« d'il y a vingt ans »*, c'est-à-dire avant les suppressions du quinquennat de Nicolas Sarkozy, il faudrait 1 000 emplois supplémentaires en Bretagne. *« Et les élèves ne sont pas les mêmes qu'il y a vingt ans*, ajoute l'enseignant d'Ille-et-Vilaine. *Il y a les questions d'inclusion et les écarts qui se sont creusés, entre les élèves les plus performants et ceux qui le sont moins. »*

« Concurrence avec le privé »

Pour Luc Grimonprez, secrétaire général de la CFDT Education Formation Recherche publiques Bretagne, la distribution des moyens révèle aussi une absence de planification à long terme. Si l'on ne peut pas toujours prévoir quand et où les familles déménagent, de grands mouvements sont cependant prévisibles. La région, dans une étude conjointe menée avec l'Institut national de la statistique et des études économiques, prévoit, par exemple, qu'après un pic en 2026, il y aura 16 000 lycéens de moins en Bretagne en 2040 par rapport à 2023. *« Qu'est-ce qu'on fait, dans ce contexte, pour proposer un service public de qualité, dans une région où la concurrence avec le privé est aussi forte ? »*, interroge le syndicaliste.

De son côté, l'éducation nationale refuse de commenter les chiffres obtenus de source syndicale – les derniers ajustements pouvant avoir lieu jusque tard dans l'année. *« Le processus de préparation de la carte scolaire, et donc de détermination des mesures d'ouverture et de fermeture de classes, est en cours, et il est donc encore trop tôt à ce stade pour dresser un bilan précis des ouvertures et des fermetures de classes »*, précise-t-on Rue de Grenelle.